



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

CHSCT-SD de l'Aude 18 juin 2020

Déclaration de la FSU 11

« Ils méritent le soutien de la puissance publique et la reconnaissance de la nation. » Ces mots du Président de la République dimanche dernier, les personnels de l'Éducation Nationale les attendaient, et ils les ont entendus. Malheureusement, ces mots ne leur étaient pas destinés. Pour eux, le Président n'a pas eu un mot. Même les statues ont eu droit à plus d'égards.

Pourtant, l'attente était forte pour les personnels, victimes d'une campagne de ce qu'on appelle désormais le *prof bashing*, traités de tire-au-flanc ou de déserteurs, sous le regard complaisant d'un ministre décrocheur qui laisse dire que les personnels sont responsables du trop faible nombre d'élèves accueillis alors que c'est le ministère qui a instauré le volontariat des familles et que ce sont les contraintes sanitaires qui limitent le nombre d'élèves pouvant être accueillis dans les classes.

Ce mépris affiché pour les personnels de l'Éducation Nationale, qui auront une fois de plus appris un nouveau changement d'organisation en regardant la télévision, et qui sont une fois de plus sommés de se débrouiller sur le terrain avec les injonctions contradictoires, laissera des traces. Dénigrement, stress, impression de mal faire son travail, conflits de valeur... Toute la gamme des risques psychosociaux est là, favorisée par l'incurie du ministère !

En réalité, nous savons que les personnels ont une fois de plus fait preuve du plus grand dévouement, en assurant d'abord l'enseignement à distance de leur mieux, compte tenu des contraintes matérielles et familiales, puis en préparant le retour des élèves et enfin en assurant très souvent l'enseignement pour les élèves présents et pour les élèves restés chez eux, dans le souci de ne laisser tomber personne. Les personnels ont passé des heures et des heures au téléphone, sur leur ordinateur, souvent à des heures indues et demandent légitimement une reconnaissance de ce travail accompli.

La nouvelle étape dans la réouverture des écoles et des établissements scolaires s'inscrit malheureusement dans la lignée des précédentes : après les annonces télévisées, les personnels, et en particulier les directeurs et directrices d'école, les personnels de direction et les personnels administratifs ont attendu des textes réglementaires. Trois jours plus tard, ils ont pris connaissance d'un protocole qui n'était peut-être pas le protocole, puis ont appris sur Public Sénat, qu'un mètre, ça pouvait être un peu moins d'un mètre. Finalement, le protocole définitif est transmis sur les boîtes institutionnelles vers 22 heures en même temps qu'il est mis en ligne sur le site du Ministère. Et c'est alors qu'on découvre que le protocole est en contradiction avec le décret paru il y a deux jours. Tout cela n'est vraiment pas sérieux.

Lors des groupes de travail qui ont eu lieu dernièrement, la FSU a demandé que du temps soit donné aux équipes enseignantes pour faire le bilan de l'année écoulée et préparer l'année prochaine : ce temps est indispensable pour redonner de la sérénité aux personnels.

Concluons en rappelant notre opposition à la suppression des CHSCT qui auront montré toute leur utilité dans la période : il faudra revenir sur la loi dite de transformation de la fonction publique. Les CHSCT ont en effet toute leur place pour rappeler à l'employeur Éducation Nationale sa responsabilité en matière de santé et sécurité des personnels. C'est peu de dire qu'il n'aura pas été à la hauteur.